Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental.

Avis du Conseil d'Etat

(4 février 2014)

Par dépêche du 31 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact et d'une fiche financière.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat en date du 17 décembre 2013.

Le projet de loi a été transmis au Conseil d'Etat avec une série d'autres projets de règlement grand-ducal relatifs à l'enseignement fondamental regroupés dans un même dossier. Le Conseil d'Etat regrette d'une manière générale le désordre dans lequel lesdits projets de règlement grand-ducal lui ont été soumis. En effet, la suite dans laquelle les projets sont indiqués sur la lettre de saisine ne correspond aucunement à l'ordre de présentation des projets dans le dossier.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis propose de modifier, sur base de l'article 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, l'article 21 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Par ailleurs, le règlement en projet propose de limiter le droit des candidats de choisir librement la langue pour répondre aux questions du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental en imposant la langue de l'énoncé de la question pour répondre à cette dernière.

Le Conseil d'Etat donne à considérer à cet égard qu'il ne s'agit pas tellement de considérer l'intérêt du candidat à la fonction d'instituteur, mais plutôt l'intérêt des enfants qui seront confrontés à l'enseignement dispensé par le futur enseignant. Pour ce faire, l'instituteur devrait maîtriser les trois langues administratives du Luxembourg.

Examen des articles

Préambule

Le visa relatif à la Chambre des fonctionnaires et employés publics est à écrire moyennant des lettres « f » et « e » minuscules. Il faut également écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

Au vu de l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013 portant énumération des ministères, il y a lieu de remplacer la référence au ministre compétent par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

D'un point de vue légistique, les renvois à des points sont à effectuer en employant des chiffres arabes. Ainsi, il y a lieu d'écrire au paragraphe 1^{er}, première phrase : « l'article 46, points 1 à 4 » ; au paragraphe 2, première phrase : « l'article 46, points 1 à 4 » ; au paragraphe 2, deuxième phrase : « sous les points 2 à 4 de l'article 46 » ; au paragraphe 3, première phrase : « sous les points 2 et 4 de l'article 46 » ; et au paragraphe 4, première phrase : « sous les points 2 et 4 de l'article 46 ».

Article 3

Il y a lieu d'écrire : « L'article 24 du même règlement est supprimé ».

Article 4

En renvoyant à l'observation faite à l'endroit du préambule, il y a lieu de remplacer « Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle » par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ». En plus, il faut écrire le terme « chargée » au masculin.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 février 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen